

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 955

[2008/200982]

21 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon confirmant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain), adoptant le projet de contenu de l'étude d'incidences et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur cet avant-projet

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 septembre 2004 et 15 avril 2005;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 13, 22, 23, 32, 35, 41 et 42 à 46;

Vu les articles 5, 9 et 20, alinéa 2, du décret du 20 septembre 2007 modifiant les articles 1^{er}, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y insérant l'article 42bis; et modifiant les articles 1^{er}, 4 et 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et y insérant les articles 1^{er}bis, 1^{er}ter, 2bis et 9bis;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 adoptant le plan de secteur de Liège;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 77.163 du 24 novembre 1998, commune d'Oupeye e.a. contre la Région wallonne, prononçant l'annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 adoptant définitivement la modification partielle de la planche 34/6 S du plan de secteur de Liège portant sur l'inscription d'une zone d'extraction située au lieu-dit "Boyou", à Oupeye;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Liège et adoptant l'avant-projet de révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain); considérant que, par ce même arrêté, le Gouvernement wallon a approuvé le projet de contenu de l'étude d'incidences à laquelle doit être soumis cet avant-projet;

Considérant que les avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ont été sollicités en date du 6 août 2007 sur ce projet de contenu d'étude d'incidences;

Considérant que, dans son avis du 28 août 2007, le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable a estimé satisfaisants les éléments relatifs à l'ampleur et au degré de précision des informations que devra comporter l'étude d'incidences tels qu'ils lui ont été soumis;

Considérant que, dans son avis du 24 août 2007, la Commission régionale d'Aménagement du Territoire s'interroge sur les conditions de valorisation de cette ressource rare qu'est la craie présente au nord d'Heure-le-Romain et émet des réserves quant à la compensation alternative en l'absence de cadre juridique défini; elle estime cependant que le contenu proposé pour l'étude d'incidences correspond au canevas général;

Considérant qu'aucune recommandation de la CRAT et du CWEDD ne porte spécifiquement sur le projet de contenu d'étude d'incidences adopté le 14 juin 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain);

Considérant que, dans la mesure où le projet de révision du plan de secteur n'a pas été adopté provisoirement par le Gouvernement wallon avant l'entrée en vigueur du décret du 20 septembre 2007, soit le 30 novembre 2007, et ne peut dès lors bénéficier de la disposition transitoire prévue en son article 20, alinéa 2, la procédure de révision du plan de secteur de Liège initiée par ces arrêtés doit se conformer aux nouvelles dispositions définies aux articles 42 et suivants du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, tels que modifiés par le décret précité;

Considérant que l'avant-projet de révision de plan de secteur du 14 juin 2007 vise :

— l'inscription de 4,9 ha de zone agricole, déjà exploitée, située au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction avec prescription supplémentaire S.24 imposant un réaménagement et une réversibilité de l'affectation en zone agricole; l'inscription de 1,8 ha de zone agricole, située au lieu-dit "Boyou", en zone d'extraction avec prescription supplémentaire S.25 imposant une réversibilité de l'affectation en zone agricole;

— l'inscription de 2,8 ha de zone agricole située au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction;

— l'inscription de 8,9 ha de zone agricole et de 0,3 ha de zone d'habitat à caractère rural situées au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction avec prescription supplémentaire S.26 imposant un réaménagement préalable des terrains déjà exploités;

— l'inscription de 8,1 ha de zone d'extraction, situé au lieu-dit "Xhavée de Froidmont" en zone agricole;

Considérant que l'inscription au plan de secteur de la zone d'extraction marquée de la surimpression S.24, qui ne vise qu'à en permettre le réaménagement, n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement et, à ce titre, ne doit pas être compensée aux termes de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o;

Considérant que les 8,1 ha de compensations planologiques "Xhavée de Froidmont" inscrits par l'avant-projet de révision de plan de secteur du 14 juin 2007 ne couvrent que partiellement les 13,5 ha de nouvelles zones destinées à l'urbanisation à compenser inscrites au "Boyou" par cet avant-projet;

Considérant que le Gouvernement a imposé, dans l'avant-projet de révision de plan de secteur, à titre de compensation alternative :

- le réaménagement de la zone d'extraction marquée de la surimpression * S.24;
- la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur;
- le versement par la SA Tessenderlo d'une compensation financière d'un montant de € 50.000, en guise de contribution aux projets d'intérêt général suivants développés par la commune d'Oupeye :

* le réaménagement des plaines de jeux des écoles Centre et Briquet d'Heure-le-Romain;

* le réaménagement du préau de l'école Briquet;

* la mise en œuvre de fiches projets du futur plan communal de développement de la nature;

Considérant que, conformément à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, tel que modifié par l'article 9 du décret du 20 septembre 2007 précité, les compensations alternatives prévues par l'avant-projet de révision du plan de secteur respectent le principe de proportionnalité et prennent en compte l'impact des zones destinées à l'urbanisation - en l'occurrence les zones d'extraction - sur le voisinage, en ce qu'elles bénéficient aux riverains et aux habitants du village;

Considérant par ailleurs que le décret du 20 septembre 2007, en son article 5, ajoute un 10^obis à l'article 42, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, en manière telle que le contenu de l'étude d'incidences visée doit comprendre les compensations proposées par le Gouvernement wallon en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du même Code;

Considérant que l'analyse des compensations était absente tant du projet de contenu d'étude d'incidences de plan adopté le 14 juin 2007 que de son contenu définitif adopté le 18 octobre 2007;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adapter le contenu de l'étude d'incidences par l'inclusion de ces compensations;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 42, alinéa 4, du Code, le Gouvernement wallon est tenu de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi adapté, pour avis, à la commission régionale d'aménagement du territoire et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon confirme son arrêté du 14 juin 2007 à l'exception du projet de contenu d'étude d'incidences de plan remplacé par le projet de contenu ci-annexé.

Art. 2. Il abroge l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007.

Art. 3. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu d'étude d'incidences de plan ci-annexé, pour avis, à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, puis de le lui représenter pour adoption.

Namur, le 21 février 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN

1. L'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planche 34/6S) adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 comporte l'inscription :

- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression *S.24;
- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression *S.25;
- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression *S.26;
- d'une zone d'extraction sans surimpression;
- d'une zone agricole.

La zone marquée de la surimpression *S.24 est réservée aux activités nécessaires à son réaménagement. La réversibilité en zone agricole de l'affectation est effective à l'issue du réaménagement.

La zone marquée de la surimpression *S.25 est couverte par une réversibilité en zone agricole de l'affectation, à l'issue de l'exploitation et du réaménagement.

Le réaménagement complet des zones visées par les prescriptions supplémentaires *S.24 et *S.25 et la cession de 5 ha de terrains de la SA Tessenderlo à la commune d'Oupeye constituent des préalables à toute exploitation de la zone marquée de la surimpression *S.26.

L'arrêté comporte trois propositions de compensation alternative :

- le réaménagement de la zone d'extraction marquée de la surimpression *S.24;
- la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur;
- le versement par la SA Tessenderlo d'une compensation financière d'un montant de € 50.000, au bénéfice de projets d'intérêt général initiés par la commune d'Oupeye.

2. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWATUP).

2.1. Ampleur.

L'évaluation environnementale portera sur :

- l'inscription des quatre parties de zone d'extraction;
- le réaménagement des parties de zone d'extraction marquées des surimpressions *S.24 et *S.25;
- les compensations planologiques (cf. chapitre IV. Analyse des compensations);
- les compensations alternatives (cf. chapitre IV. Analyse des compensations);

2.2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle du contexte territorial général (phase 1) et à l'échelle microgéographique du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (phase 2).

Phase 1

CHAPITRE I^{er}. — Description de l'avant-projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan :

- localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n^o de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^e et 1/10 000^e) + orthophotoplan au 1/10 000^e;
- parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur,...;
- affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).

Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1^o).

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit ni d'un recopiage, ni d'une interprétation.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1^o).

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — Justification socio-économique de l'avant-projet

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (article 42, 2^o).

1. Evaluation du besoin.

1.1. Caractéristiques du produit.

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2 Evaluation de la demande.

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement.

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

— Evolution du marché dans les trente prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur).

— Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).

— Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.

1.3 Evaluation de l'offre.

Il s'agira ici d'évaluer l'offre du matériau à extraire pouvant répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3

Cette évaluation se fera en deux temps.

- Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.
- Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation de l'avant-projet* *Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.,

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire (article 42, 11°).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Validation de la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet.

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de la zone d'extraction de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet.

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à la zone d'extraction de l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2., en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation.

Il s'agit ici de comparer la zone d'extraction de l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales;
- des critères de localisation;
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;
- des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité, et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

CHAPITRE IV. — *Analyse des compensations*

Ce chapitre a pour objet d'analyser les incidences des compensations proposées par le Gouvernement Wallon.

En l'espèce, on analysera les incidences des compensations planologique et alternatives inscrites dans l'avant-projet de révision de plan de secteur du 14 juin 2007, à savoir :

- au titre de compensation planologique :
 - l'inscription de 8,1 ha en lieu-dit "Xhavée de Froidmont", en zone agricole;
- au titre de compensations alternatives complémentaires :
- le réaménagement de la zone d'extraction marquée de la surimpression *S.24;
- la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur;
- le versement par la SA Tessengerlo d'une compensation financière d'un montant de € 50.000, au bénéfice de projets d'intérêt général initiés par la commune d'Oupeye, à savoir :
 - le réaménagement des plaines de jeux des écoles Centre et Briquet d'Heure-le-Romain;
 - le réaménagement du préau de l'école Briquet;
 - la mise en œuvre de fiches projets du futur plan communal de développement de la nature.

Phase 2

CHAPITRE V. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation*

1. Description du cadre réglementaire.

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.

1.1.1. Niveau régional : (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...).

1.1.2. Niveau communal : (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...).

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1.2.1. Faune et flore : (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...) (article 42, 5°).

1.2.2. Activités humaines : (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...) (article 42, 6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils : (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques : (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...).

6. Contraintes environnementales.

(Cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...).

7. Situation réglementaire de l'exploitation.

(Permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...) si l'avant-projet porte sur son extension.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°).

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains : (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines : (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (SEVESO) sensibles,...).

2.2. Caractéristiques environnementales.

2.2.1. Géologie : (à développer si nécessaire).

2.2.2. Pédologie : (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie : (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...).

2.2.4. Topographie et paysages : (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...).

2.2.5. Air et climat : (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...).

6. Bruits et vibrations.

(Sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures).

7. Faune et flore.

(Inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés).

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°).

CHAPITRE VI. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement. (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

1. Impacts sur la qualité de vie : (santé, sécurité, hygiène,...).

1.1. Cadre bâti : (relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel : (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...).

1.3. Charroi : (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...).

1.4. Tirs de mines : (vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...).

1.5. Bruit : (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches).

1.6. Air et climat : (poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...).

1.7. Topographie et paysages : (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse).

2. Impacts sur les activités humaines : (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...) (article 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol : (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...).

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie.

4.1. Modification du régime hydrogéologique : (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...).

4.2. Modification du régime hydrologique : (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable.

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité.

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,... (législation sur la conservation de la nature et Directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs.

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°).

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VII. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

Les variantes de délimitation sont des variations du contour de la (des) zone(s) d'extraction.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

— une précision des affectations de la (des) zone(s);

— un phasage de l'occupation;

— des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

— répondre aux objectifs de l'avant-projet;

— répondre au prescrit du CWATUP (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;

— utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°).

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;
- ...

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers.

4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles.

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°).

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VIII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

La justification s'effectue sur base des articles 1^{er}, § 1^{er} et 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3° du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°).

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE IX. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°).

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°).

L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie

Résumé non technique.

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2008 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Liège portant sur l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain).

Namur, le 21 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 955

[2008/200982]

21. FEBRUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestätigung des Vorentwurfs zur Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gelände genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) als Agrargebiet, zur Verabschiedung des Entwurfs zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007, durch den beschlossen wurde, eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich dieses Vorentwurfs durchführen zu lassen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004 und vom 15. April 2005;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 13, 22, 23, 32, 35, 41 und 42 bis 46;

Aufgrund der Artikel 5, 9 und 20, Absatz 2, des Dekrets vom 20. September 2007 zur Abänderung der Artikel 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 und 181 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, und zur Einfügung in dieses Dekret von Artikel 42bis, und zur Abänderung der Artikel 1, 4 und 10 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten und zur Einfügung in dieses Dekret der Artikel 1bis, 1ter, 2bis und 9bis;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Verabschiedung des Sektorenplans Lüttich;

Aufgrund des Urteils des Staatsrates Nr. 77.163 vom 24. November 1998, die Gemeinde Oupeye e.a. gegen die Wallonische Region, durch das die Nichtigerklärung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur endgültigen Verabschiedung der Teiländerung der Karte 34/6S des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung eines an der Ortslage "Boyou" in Oupeye gelegenen Abbaugebiets verkündet wird; Verwaltungsabteilung, Kammer XIII vom 24. Januar 1998 wird der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 1996 für nichtig erklärt; durch diesen Erlass war die Teiländerung der Karte 34/6 des Sektorenplans Bastogne zur Eintragung als Abbaugebiet der Gelände, die in der westlichen, nördlichen und östlichen Verlängerung des durch die auf dem Gebiet von Bastogne (Arloncourt) niedergelassene "SA Deumer" bewirtschafteten Steinbruchs gelegen sind, endgültig beschlossen worden.

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2007, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Lüttich einer Revision zu unterziehen und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gelände genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) als Agrargebiet verabschiedet wird; in der Erwägung, dass durch diesen selben Erlass die Wallonische Regierung den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, dem dieser Vorentwurf zu unterziehen ist, genehmigt hat;

In der Erwägung, dass die Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung und des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung über den Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung am 6. August 2007 beantragt worden sind;

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung in seinem Gutachten vom 28. August 2007 die Elemente bezüglich des Umfangs und des Genauigkeitsgrads der Informationen, die die Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten muss, so wie sie ihm unterbreitet wurden, als befriedigend erachtet hat;

In der Erwägung, dass der Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung sich in seinem Gutachten vom 24. August 2007 Fragen stellt über die Bedingungen der Verwertung dieser seltenen Ressource, die die nördlich von Heure-le-Romain vorhandene Kreide darstellt, und Vorbehalte hat bezüglich des alternativen Ausgleichs, ohne dass ein genauer rechtlicher Rahmen besteht; er ist jedoch der Meinung, dass der vorgeschlagene Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung dem allgemeinen Konzept entspricht;

In der Erwägung, dass keine Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung und des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung sich spezifisch auf den am 14. Juni 2007 angenommenen Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung bezieht;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets am Standort genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets als Agrargebiet in der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) durchführen zu lassen;

In der Erwägung, dass insofern der Entwurf zur Revision des Sektorenplans von der Wallonischen Regierung nicht vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 20. September 2007, d.h. vor dem 30. November 2007, vorläufig verabschiedet worden ist, und somit die in dessen Artikel 20 Absatz 2 vorgesehene Übergangsbestimmung nicht in Anspruch genommen werden kann, muss das durch diese Erlasse eingeleitete Verfahren zur Revision des Sektorenplans von Lüttich den neuen Bestimmungen, die in Artikeln 42 ff des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in ihrer durch das vorgenannte Dekret abgeänderten Fassung, Rechnung tragen;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vom 14. Juni 2007 folgende Maßnahmen betrifft :

- die Eintragung eines bereits bewirtschafteten Agrargebiets von 4,9 ha als Abbaugebiet am Ort genannt "Boyou" mit der zusätzlichen Vorschrift S.24, durch die eine Wiedergestaltung in ein Agrargebiet und demnach die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmung auferlegt werden; die Eintragung eines Agrargebiets von 1,8 ha als Abbaugebiet am Ort genannt "Boyou", mit der zusätzlichen Vorschrift S.25, durch die eine Umkehrbarkeit der Zweckbestimmung in ein Agrargebiet auferlegt wird;

- die Eintragung eines Agrargebiets von 2,8 ha am Ort genannt "Boyou" in ein Abbaugebiet;

- die Eintragung eines Agrargebiets von 8,9 ha und eines Wohngebiet mit ländlichem Charakter von 0,3 ha als Abbaugebiet am Ort genannt "Boyou" mit der zusätzlichen Vorschrift S.26, durch die eine vorherige Neugestaltung der bereits bewirtschafteten Gelände auferlegt wird;

- die Eintragung eines Abbaugebiets von 8,1 ha am Ort "Xhavée de Froidmont" als Agrargebiet;

In der Erwägung, dass die Eintragung des Abbaugebiets mit dem Überdruck S.24 in den Sektorenplan, die nur darauf abzielt, die Neugestaltung dieses Gebiets zu ermöglichen, keine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt mit sich bringt, und somit keiner Ausgleichsmaßnahmen im Sinne von Art. 46 § 1 Absatz 2 3° bedarf;

In der Erwägung, dass die 8,1 ha raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen "Xhavée de Froidmont", die durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vom 14. Juni 2007 eingetragen worden waren, nur einen Teil der 13,5 ha neuer zur Verstärkung bestimmter und auszugleichender Gebiete decken, die durch diesen Vorentwurf am Ort genannt "Boyou" eingetragen sind;

In der Erwägung, dass die Regierung im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans als alternativer Ausgleich folgende Maßnahmen auferlegt hat :

- die Neugestaltung des mit dem Überdruck *S.24 versehenen Abbaugebiets;

- die Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Gebiete, die das Eigentum des Antragstellers sind;

- die Überweisung seitens der s.a. Tessenderlo eines finanziellen Ausgleichs in Höhe von € 50.000 als Beitrag zu folgenden Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden :

- * die Neugestaltung der Spielplätze der Schulen "Centre" und "Briquet" von Heure-le-Romain;

- * die Neugestaltung des überdachten Teils des Schulhofs der Schule "Briquet";

- * die Durchführung von Projektbögen des zukünftigen kommunalen Naturförderungsplans.

In der Erwägung, dass die im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vorgesehenen alternativen Ausgleichsmaßnahmen in Übereinstimmung mit Art. 46 § 1 Absatz 2 3° in seiner durch Art. 9 des vorgenannten Dekrets vom 20. September 2007 abgeänderten Fassung den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit beachten und die Auswirkungen der zur Verstärkung bestimmten Gebiete - hier die Abbaugebiete - auf die Nachbarschaft berücksichtigen, da sie den Anwohnern und Einwohnern des Dorfes zugute kommen;

In der Erwägung außerdem, dass durch Art. 5 des Dekrets vom 20. September 2007 dem Artikel 42 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ein Artikel 10*bis* hinzugefügt wird, so dass der Inhalt der betreffenden Umweltverträglichkeitsprüfung die von der Wallonischen Regierung in Anwendung von Art. 46 § 1 Absatz 2 3° desselben Gesetzbuches vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen umfassen muss;

In der Erwägung, dass sowohl im am 14. Juni verabschiedeten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung zum Plan als in dem am 18. Oktober 2007 endgültigen Inhalt keine Analyse der Ausgleichsmaßnahmen vorhanden war;

In der Erwägung, dass somit der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung durch die Einfügung dieser Ausgleichsmaßnahmen anzupassen ist;

In der Erwägung, dass gemäß den Bestimmungen von Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches die Wallonische Regierung verpflichtet ist, den so angepassten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung zu unterbreiten;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Die Wallonische Regierung bestätigt ihren Erlass vom 14. Juni 2007 mit Ausnahme des Entwurfs zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der durch den beigefügten Inhaltsentwurf ersetzt wird. Sie setzt den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007 außer Kraft.

Artikel 1 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den beigefügten Entwurf zur Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zwecks Begutachtung zu unterbreiten und ihn danach im Hinblick auf dessen Verabschiedung erneut vorzulegen.

Namur, den 21. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG ZUM PLAN

1. Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2007 verabschiedete Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karte 34/6S) enthält die Eintragung:

- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck *S.24;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck *S.25;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck *S.26;
- eines Abbaugebiets ohne Überdruck;
- eines Agrargebiets;

Das mit dem Überdruck *S.24 versehene Gebiet ist den für dessen Neugestaltung erforderlichen Tätigkeiten vorbehalten. Die Umkehrbarkeit in ein Agrargebiet der Zweckbestimmung ist nach der Neugestaltung wirksam.

Das mit dem Überdruck *S.25 versehene Gebiet ist mit einer Umkehrbarkeit in ein Agrargebiet der Zweckbestimmung nach dem Abbau und der Neugestaltung gedeckt.

Die vollständige Neugestaltung der von den zusätzlichen Vorschriften betroffenen Gebiete *S.24 und *S.25 und die Abtretung von 5 ha Grundstücken der s.a. Tessenderlo an die Gemeinde Oupeye sind Vorbedingungen für jegliche Bewirtschaftung des mit dem Überdruck *S.26 versehenen Gebiets.

Der Erlass enthält drei Vorschläge für einen alternativen Ausgleich:

- die Neugestaltung des mit dem Überdruck *S.24 versehenen Abbaugebiets;
- die Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Gebiete, die das Eigentum des Antragstellers sind;
- die Überweisung seitens der "SA Tessenderlo" eines finanziellen Ausgleichs in Höhe von € 50.000 als Beitrag zu Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden.

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Artikel 42 Absatz 2 des CWATUP).

2.1. Umfang.

Die Umweltbewertung bezieht sich auf:

- die Eintragung der vier Teile der Abbaugebiete;
- die Neugestaltung der Teile der Abbaugebiete, die mit dem Überdruck *S.24 und *S.25 versehen sind.
- die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen (S. Kapitel IV - Analyse der Ausgleichsmaßnahmen);
- die alternativen Ausgleichsmaßnahmen (S. Kapitel IV - Analyse der Ausgleichsmaßnahmen).

2.2. Genauigkeit der Informationen.

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeitsgrad in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Die Prüfung hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt auf Ebene des allgemeinen territorialen Kontextes (Phase 1) und auf mikrogeographischer Ebene des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt (Phase 2).

Phase 1

KAPITEL I — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 1°).

Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans eingetragen sind:

- Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGL- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;
- Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 und 1/25 000 dargestellt; die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist,..., bitte angeben.
- (Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); bitte die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise) angeben.

Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.

2. Identifizierung und Erläuterung der Zielsetzungen der Revision der Sektorenpläne (Artikel 42 1°).

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Plans erwähnt sind, hervorzuheben und für die Öffentlichkeit verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein.

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42 1°).

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie usw., vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

KAPITEL II — *Sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs*

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugbiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichen sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert (Artikel 42 2°).

1. Bewertung des Bedarfs.

1. Merkmale des Produkts.

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

1.2 Einschätzung der Nachfrage.

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven.

○ Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

— Marktentwicklung in den nächsten dreißig Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft).

— Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)

— Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

○ Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre

1.3 Schätzung des Angebots.

Hier wird das Angebot am zu gewinnenden Material geschätzt, das auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen kann.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

○ In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugbiet untersucht.

○ In der zweiten Phase werden die Abbaugbiete untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse.

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugbiet im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen.

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

KAPITEL III — *Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten*

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl.

und ggf innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen (Artikel 42 11°).

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen.

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumente (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen. In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen.

2.3. Zugänglichkeit.

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten)

3. Billigung der Standortwahl des Abbaugebiets des Vorentwurfs.

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen.

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten.

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Optionen;
- Kriterien für die Standortwahl;
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets;
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft.

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

KAPITEL IV — Analyse der Ausgleichsmaßnahmen

In diesem Kapitel werden die Auswirkungen der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen untersucht.

Insbesondere werden die Auswirkungen der raumplanerischen und alternativen Ausgleichsmaßnahmen, die im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans vom 14. Juni 2007 eingetragen sind, untersucht, d.h.:

— raumplanerische Ausgleichsmaßnahme:

- die Eintragung eines Abbaugebiets von 8,1 ha am Ort "Xhavée de Froidmont" als Agrargebiet;

— als zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahmen:

— die Neugestaltung des mit dem Überdruck *S.24 versehenen Abbaugebiets;

- die Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Gebiete, die das Eigentum des Antragstellers sind;
- die Überweisung seitens der "SA Tessenderlo" eines finanziellen Ausgleichs in Höhe von € 50.000 als Beitrag zu Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden.
- die Neugestaltung der Spielplätze der Schulen "Centre" und "Briquet" von Heure-le-Romain;
- * die Neugestaltung des überdachten Teils des Schulhofs der Schule "Briquet";
- * die Durchführung von Projektbögen des zukünftigen kommunalen Naturförderungsplans.

Phase 2

KAPITEL V — Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens.

1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise.

1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.).

1.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.).

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter.

1.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6. Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Artikel 42 5°).

1.2.2. Menschliche Aktivitäten (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.) (Artikel 42 6°).

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.)

1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.).

1.5. Erbe- und archäologische Stätten (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.).

6. Umwelteinschränkungen (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.).

Rechtliche Lage des Betriebs (Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Artikel 42 3°).

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung.

2.1.1. Bebaueter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole.

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.

2.1.3. Menschliche Aktivitäten (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (SEVESO), usw.).

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt.

2.2.1. Géologie (wenn nötig bitte entwickeln).

2.2.2. Bodenkunde (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen).

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.).

2.2.4. Topographie und Landschaften (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw...).

2.2.5. Luft und Klima (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.).

6. Lärm und Schwingungen.

(Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.)

7. Fauna und Flora.

(Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen)

3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42 3°).

KAPITEL VI — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt*

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Artikel 42 8°).

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.).

1.1. Bebaueter Bereich (Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen).

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindegewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.).

1.3. Verkehr (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.).

1.4. Sprengarbeiten (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.).

1.5. Lärm (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe).

1.6. Luft und Klima (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.)

1.7. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben).

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (Artikel 42 9°)

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.).

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie.

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.).

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.).

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen.

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt.

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG).

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren.

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Artikel 42 4°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

KAPITEL VII — *Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Artikel 42 11°).

Die Abgrenzungsvarianten sind Varianten des Umkreises des bzw. der Abbaugebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42 10°).

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise).

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften.

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist;
- ...

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen.

4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpakts.

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 7°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Artikel 42 3°).

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL VIII — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Artikel 42 11°).

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage der Artikels 1 § 1 und 46 § 1 Absatz 2 3° des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezoene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42 13°).

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zum Antrag auf die Genehmigung und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts besonders zu bekräftigen sind.

KAPITEL IX — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42 12°).

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Artikel 42 12°).

Der Autor der Studie erläutert die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie

Nichttechnische Zusammenfassung.

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2008, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets am Standort genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets als Agrargebiet in der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) durchführen zu lassen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 955

[2008/200982]

21 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bevestiging van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de locatie genaamd "Boyou" en met het oog op de herbestemming als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain), waarbij de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aangenomen wordt en het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 waarbij beslist wordt een milieueffectenonderzoek op dat voorontwerp te laten uitvoeren, opgeheven wordt

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 september 2004 en 15 april 2005;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 13, 22, 23, 32, 35, 41 en 42 tot 46;

Gelet op de artikelen 5, 9 en 20, lid 2, van het decreet van 20 september 2007 tot wijziging van de artikelen 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 en 181 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot invoeging van artikel 42bis en tot wijziging van de artikelen 1, 4 en 10 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en tot invoeging van de artikelen 1bis, 1ter, 2bis en 9bis;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot aanneming van het gewestplan Luik;

Gelet op het besluit van de Raad van State nr. 77.163 van 24 november 1998, gemeente Oupeye e.a. tegen het Waalse Gewest, waarbij de nietigverklaring wordt uitgesproken van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 waarbij de gedeeltelijke wijziging van blad 34/65 van het gewestplan Luik met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied gelegen in Oupeye (plaatsnaam "Boyou") definitief wordt aangenomen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2007 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Luik en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" genaamd en op de herbestemming als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain);

Overwegende dat de Waalse Regering, bij hetzelfde besluit, de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek waaraan dat voorontwerp onderworpen moet worden, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat op 6 augustus 2007 om de adviezen verzocht is van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) over de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek;

Overwegende dat de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" in zijn advies van 28 juni 2007 de gegevens over de omvang en nauwkeurighedsgraad van de inlichtingen die het effectenonderzoek zal moeten bevatten, zoals hem voorgelegd, voldoende heeft bevonden;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" zich in haar advies van 24 augustus 2007 vragen stelt bij de voorwaarden voor de benutting van een zeldzame bodemrijkdom als het benoorden Heure-le-Romain aanwezig krijgt en voorbehoud heeft bij de alternatieve compensatie bij uitblijven van een welomschreven juridisch kader; zij is evenwel van mening dat de voorgestelde inhoud voor het milieueffectenonderzoek met het algemene stramen overeenstemt;

Overwegende dat geen enkele aanbeveling van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" en van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" specifiek betrekking heeft op de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aangenomen op 14 juni 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" genaamd en de herbestemming als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain);

Overwegende dat, voor zover de ontwerp-herziening van het gewestplan niet voorlopig is aangenomen door de Waalse Regering vóór inwerkingtreding van het decreet van 20 september 2007, namelijk 30 november 2007, en bijgevolg niet in aanmerking komt voor de overgangsbepaling waarvan sprake in artikel 20, lid 2, ervan, de procedure voor de herziening van het gewestplan Luik, aangevat bij die besluiten, in overeenstemming dient te zijn met de nieuwe bepalingen van artikelen 42 en volgende van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals gewijzigd bij voornoemd decreet;

Overwegende dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan van 14 juni 2007 het volgende beoogt:

— de opnemings van 4,9 ha reeds geëxploiteerd landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend specifiek voorschrift *S.24 waarbij een herinrichting en de mogelijkheid tot herbestemming als landbouwgebied opgelegd worden; de opnemings van 1,8 ha landbouwgebied, gelegen in "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend voorschrift *S.25 waarbij een mogelijkheid tot herbestemming als landbouwgebied opgelegd wordt;

— de opnemings van 2,8 ha landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied;

— de opnemings van 8,9 ha landbouwgebied en van 0,3 ha woongebied met landelijk karakter, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend voorschrift *S.26 waarbij de voorafgaande herbestemming van de reeds ontgonnen terreinen opgelegd wordt;

— de opnemings van 8,1 ha ontginningsgebied, ligging plaatsnaam "Xhavée de Froidmont", als landbouwgebied;

Overwegende dat de opnemings van het ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.24 op het gewestplan, waarbij enkel de herinrichting ervan mogelijk gemaakt wordt, geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu en in dat opzicht niet gecompenseerd moet worden krachtens artikel 46, § 1, lid 2, 3°;

Overwegende dat de 8,1 ha planologische compensaties "Xhavée de Froidmont", opgenomen bij het voorontwerp van herziening van het gewestplan van 14 juni 2007, slechts gedeeltelijk de 13,4 ha, te compenseren, voor bebouwing bestemde nieuwe gebieden die bij dit voorontwerp in "Boyou" opgenomen zijn;

Overwegende dat de Regering in het voorontwerp van herziening van het gewestplan als alternatieve compensatie het volgende opgelegd heeft :

- de herinrichting van het ontginningsgebied aangegeven met de overdruk *S.24;
- de overdracht voor de symbolische euro aan de gemeente Oupeye van het gedeelte van de gronden die eigendom zijn van de aanvrager;
- het storten door de NV Tessenderlo van een alternatieve compensatie van € 50.000 als bijdrage in de volgende projecten van algemeen belang ontwikkeld door de gemeente Oupeye :

- * de herinrichting van de speelplaatsen van de scholen Centre en Briquet in Heure-le-Romain;
- * de herinrichting van de overdekte speelplaats van de school Briquet;
- * de tenuitvoerlegging van projectfiches van het toekomstige gemeentelijke plan voor natuurontwikkeling;

Overwegende dat de alternatieve compensaties waarvan sprake in het voorontwerp van herziening van het gewestplan overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, zoals gewijzigd bij artikel 9 van voornoemd decreet van 20 september 2007, het proportionaliteitsbeginsel naleven en rekening houden met de impact van de bebouwingsgebieden - hier, de ontginningsgebieden - op de buurt voor zover ze ten goede komen aan de omwonenden en aan de dorpsinwoners;

Overwegende dat het decreet van 20 september 2007, via artikel 5, een 10^obis toevoegt aan artikel 42, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zondanig dat de inhoud van het bedoelde milieueffectenonderzoek de compensaties, voorgesteld door de Waalse Regering overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van hetzelfde Wetboek, dient te bevatten;

Overwegende dat er geen analyse van de compensaties voorkwam, noch in de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor een gewestplan, aangenomen op 14 juni 2007, noch in de definitieve inhoud, aangenomen op 18 oktober 2007;

Overwegende dat de inhoud van het milieueffectenonderzoek bijgevolg aangepast dient te worden door de opname van die compensaties;

Overwegende dat de Waalse Regering, overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld artikel 42, lid 4, van het Wetboek, de ontwerp-inhoud van het aldus aangepaste milieueffectenonderzoek ter advies dient voor te leggen aan de "Commission régionale d'aménagement du territoire" en de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable";

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering bevestigt zijn besluit van 14 juni 2007, met uitzondering van de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor een gewestplan, vervangen door de ontwerp-inhoud als bijlage.

Art. 2. Zij heft het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 op.

Art. 3. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling wordt ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van planeffectenonderzoek voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en daarna ter aanneming voor te leggen.

Namen, 21 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK

1. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (blad 34/6S), aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2007, bevat de opneming van :

- een ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.24;
- een ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.25;
- een ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.26;
- een ontginningsgebied zonder overdruk;
- een landbouwgebied.

Het gebied met als overdruk het merk *S.24 wordt voorbehouden voor alles wat voor de herinrichting ervan nodig is. De omkeerbaarheid van de bestemming ervan tot landbouwgebied is effectief na afloop van de herinrichting.

Het gebied met als overdruk het merk *S.25 kan, als bestemming, weer omgevormd worden tot een landbouwgebied na afloop van de uitbating en de herinrichting.

De volledige herinrichting van de gebieden die ter sprake komen in de bijkomende voorschriften *S.24 en *S.25 en de afstand van 5 ha grond door Tessenderlo NV aan de gemeente Oupeye zijn voorwaarden die vervuld moeten worden voor elke uitbating van het gebied met als overdruk het gebied *S.26.

Het besluit bevat drie voorstellen voor een alternatieve compensatie :

- de herinrichting van het ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.24;
- de afstand, voor de symbolische euro, van het deel van de betrokken gronden, eigendom van de aanvrager, aan de gemeente Oupeye;
- de storting door Tessenderlo NV van een financiële compensatie ten bedrage van € 50.000 ten voordele van projecten van algemeen nut opgezet door de gemeente Oupeye.

2. Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurighedsgraad van de gegevens (artikel 42, lid 2, van het WWROSP).

2.1. Omvang.

De milieu-effectenbeoordeling zal dus betrekking hebben op :

- de opnemings van de vier delen van het ontginningsgebied;
- de herinrichting van de delen van het ontginningsgebied met als overdruk de merken *S.24 en *S.25;
- de planologische compensaties (zie hoofdstuk IV. Analyse van de compensaties);
- de alternatieve compensaties (zie hoofdstuk IV. Analyse van de compensaties).

2.2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de precisiegraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Het onderzoek naar de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen wordt verricht op de schaal van het algemene grondgebied (fase 1) en op microgeografische schaal van het onderzochte grondgebied in termen van kwetsbare milieu- en drukfactoren (fase 2).

Fase 1

HOOFDSTUK I. — *Omschrijving van het voorontwerp van plan*

1. Doel van de gewestplanherziening (artikel 42, 1°).

Ligging en oppervlakte van de ontginningsgebied(e) (of andere gebieden en/of omtrek(ken) voorzien in artikel 40 van het Wetboek) opgenomen in het voorontwerp van plan :

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;
- kadastrale percelen betrokken bij de herziening van het gewestplan en op NGI-achtergrond overgedrukt op 1/10 000e en 1/25 000e; de totale oppervlakte die het eigendom is van de aanvrager, bepalen;
- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen.

In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

2. Identificatie en expliciteer van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (artikel 42, 1°).

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — *Sociaal-economische verantwoording van het voorontwerp*

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid (Artikel 42, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte.

1. Kenmerken van het product.

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product...

1.2 Evaluatie van de vraag.

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven.

- De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

— Evolutie van de markt de volgende dertig jaar : Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt.

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).
- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).
- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktrevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3 Evaluatie van het aanbod.

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.
 - In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.
- Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

Nagegaan dienen te worden : de bereikbaarheid van de site, de aanwezigheid van de nodige infrastructuur, de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

HOOFDSTUK III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp* *Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,

en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken (artikel 42, 11°).

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties.

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I.

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht :

2.1. Kenmerken van de afzetting : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers

2.3. Bereikbaarheid.

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).

3. Validering van de ligging van de bestemmingsgebieden van het voorontwerp.

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en of de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging.

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft : • de gewestelijke opties;

- de liggingscriteria;
 - de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;
 - de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap,
- en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

HOOFDSTUK IV. — *Analyse van de compensaties*

Dit hoofdstuk strekt ertoe de effecten van de door de Waalse Regering voorgestelde compensaties te bestuderen.

Terzake worden de effecten van de planologische compensaties en de alternatieven opgenomen in het voorontwerp van herziening van het gewestplan van 14 juni 2007 bestudeerd, met name :

— als planologische compensatie :

○ de opnemng van 8,1 ha in het geucht "Xhavée de Froidmont" in landbouwgebied;

— als alternatieve planologische compensatie :

— de herinrichting van het ontginningsgebied met als overdruk het merk *S.24;

○ de afstand, voor de symbolische euro, van het deel van de betrokken gronden, eigendom van de aanvrager, aan de gemeente Oupeye;

○ het storten door de NV Tessenderlo van een financiële compensatie van € 50.000 voor projecten van algemeen belang opgestart door de gemeente Oupeye.

• de herinrichting van de speelplaatsen van de scholen Centre en Briquet in Heure-le-Romain;

• de herinrichting van de overdekte speelplaats van de school Briquet;

• de tenuitvoerlegging van projectfiches van het toekomstige gemeentelijke plan voor natuurontwikkeling.

Fase 2

HOOFDSTUK V. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren
en de potentialiteiten van de sites uit het voorontwerp en de liggingsvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband.

1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving.

1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...).

1.1.2. Gemeentelijk niveau : (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevorderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...).

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt.

1.2.1. Fauna en flora : (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6/12/2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...) (artikel 42, 5°).

1.2.2. Menselijke activiteiten : (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...) (artikel 42, 6°).

1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten : (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemenen nutte,...).

1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen : (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...).

1.5. Erfgoed- en archeologische sites : (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...).

6. Drukfactoren van leefmilieu aard.

(Ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...).

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf.

(Vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (artikel 42, 3°).

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studie bureau.

2.1. Menselijke kenmerken.

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen).

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen : (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten).

2.1.3. Menselijke activiteiten : (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...).

2.2. Leefmilieukenmerken.

2.2.1. Geologie : (Wordt indien nodig besproken).

2.2.2. Pedologie : (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen).

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie : (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...).

2.2.4. Topografie en landschappen : (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...)

2.2.5. Lucht en klimaat : (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...).

6. Geluidshinder en trillingen.

(Huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren).

7. Fauna en flora.

(Inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus).

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3°).

HOOFDSTUK VI. — *Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu*

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (Artikel 42, 8°).

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied (-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (*gezondheid, veiligheid, hygiëne,...*).

1.1. Bebouwing : (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur).

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed : (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...).

1.3. Verkeer : (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen,...).

1.4. Mijnschoten : (trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...).

1.5. Geluidshinder : (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra).

1.6. Lucht en klimaat : (stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...).

1.7. Topografie en landschappen : (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken).

2. Impact op de menselijke activiteiten : (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...) (artikel 42, 9°).

3. Impact op bodem en ondergrond : (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...).

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie.

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel : (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...).

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel : (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...).

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden.

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit.

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-ntrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren.

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°).

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK VII. — Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het (de) ontginningsgebied(en).

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen;...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden (artikel 1, § 1) aan het bepaalde van het Wetboek en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10°).

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonerings (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek).

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;

1.3 Evaluatie van het aanbod.

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.
- In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekeningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

Nagegaan dienen te worden : de bereikbaarheid van de site, de aanwezigheid van de nodige infrastructuur, de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd.
- ...

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen.

4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten.

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (artikel 42, 7°).

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°).

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VIII. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1, en 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°).

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK IX. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°).

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°).

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting.

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2008 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik met het oog op de opening van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" genaamd en de herbesteding als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain);

Namen, 21 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE